

Les points saillants

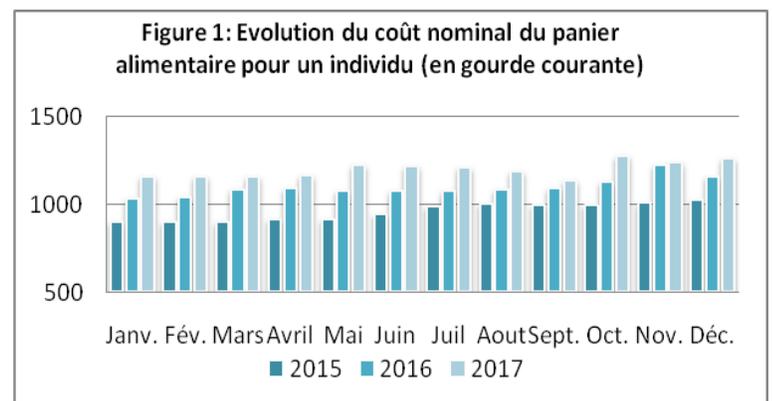
- Hausse d'environ 8 % du coût du panier au cours du dernier trimestre de 2017 et de 9 % en glissement annuel due particulièrement à la hausse de plus de 10 % des prix du maïs importé, du riz local, du haricot rouge.
- Tendance à la hausse sur le marché d'exportation américain du prix du riz tandis que ceux du maïs et du blé sont relativement stables au cours du 2e semestre de l'année.
- Actuellement (Janvier-Février) 1.32 million de personnes sont en phase de crise, soit d'environ 18 % de la population analysée.
- Entre mars et juin, la situation actuelle persistera, sauf la zone HT08 de la Grande-Anse qui est en situation de stress qui pourrait basculer en phase de crise en raison des impacts résiduels du passage de Matthew, de la sécheresse et des pertes de récoltes de la campagne de printemps et d'été ajouté à la diminution de l'assistance humanitaire.

Evolution du coût nominal du panier alimentaire au niveau national

Le panier considéré dans le cadre de cette analyse est composé de 6 produits de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) qui représentent 1870 kilocalories consommées par personne par jour. Il est constitué de telle sorte que 100 pourcent de consommation de calories proviennent de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, en particulier les fruits, les légumes, les racines et les tubercules. L'analyse du panier permet de suivre l'accès des ménages au panier de base dans le temps et dans l'espace. Ce panier reflète surtout la consommation alimentaire des ménages pauvres à faible niveau de revenu.

Pour le quatrième trimestre de l'année (octobre-décembre), le coût nominal du panier a augmenté en moyenne de 4 % par mois tandis que pour le deuxième trimestre on a eu une baisse moyenne de 2 % par mois, baisse liée à l'augmentation de l'offre alimentaire pendant période de récolte des produits locaux.

Et si l'on considère la moyenne trimestrielle, on peut noter que la valeur du panier est passée de 1178 gourdes au 3e trimestre à 1261 gourdes au 4e trimestre de l'année 2017, soit une hausse d'environ 7 %.



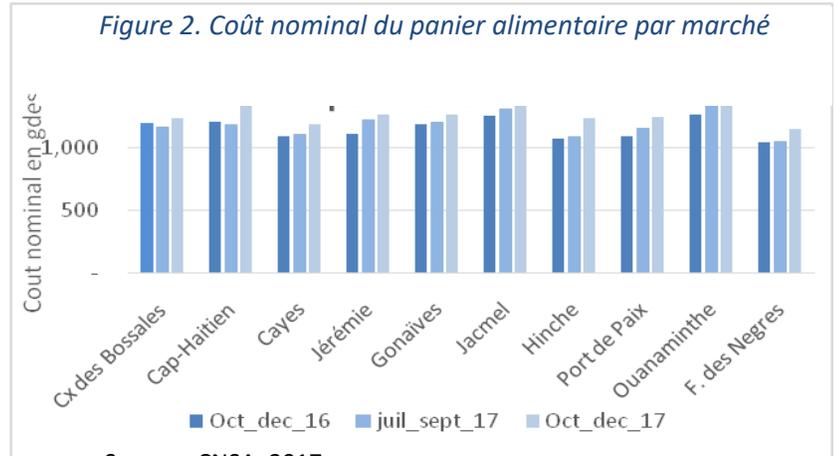
Source : CNSA, 2017

Par rapport au 4e trimestre de l'année 2016, on peut également noter une hausse de 8 % de la valeur du panier. La hausse de la valeur du panier au cours de ce trimestre est liée, entre autres, à une augmentation des prix l'huile, du riz, des haricots et du maïs importé

Evolution du coût nominal du panier alimentaire sur les marchés régionaux

Au niveau des marchés régionaux le constat est le même : hausse relativement importante de la valeur du panier au cours du 4e trimestre de 2017 par rapport au trimestre précédent et par rapport au 4e trimestre de 2016 au niveau de tous les marchés.

Cette hausse est plus importante au niveau des marchés du Cap-Haitien et de Hinche où la variation du coût du panier dépasse 10 % aussi bien en rythme annuel qu'en rythme trimestriel. Au niveau des marchés de Port de Paix et de Jérémie, le taux de croissance en rythme annuel dépasse aussi les 10 %.



Il convient de signaler que le coût du panier est plus élevé sur les marchés de Jacmel, de Ouanaminthe et du Cap-Haitien et moins élevé sur les marchés des Cayes et de Fond des Nègres.

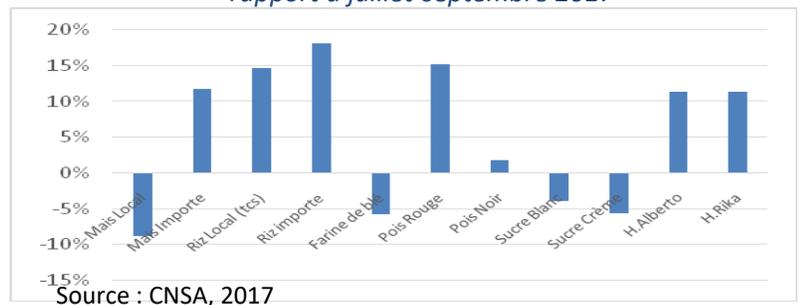
Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché local

Le principal facteur qui détermine le coût du panier alimentaire est le prix des céréales qui représentent environ deux tiers de l'énergie consommée par jour par les plus pauvres.

La hausse constatée du coût de panier alimentaire au cours du dernier trimestre de 2017 (oct.-déc.) par rapport au trimestre précédent (juil-sept) s'explique particulièrement par la hausse du prix du maïs importé, du riz local, du riz importé du haricot rouge et de l'huile.

En effet, les prix de ces produits ont augmenté de plus de 10 % en rythme trimestriel comme on peut l'observer sur le graphe ci-contre.

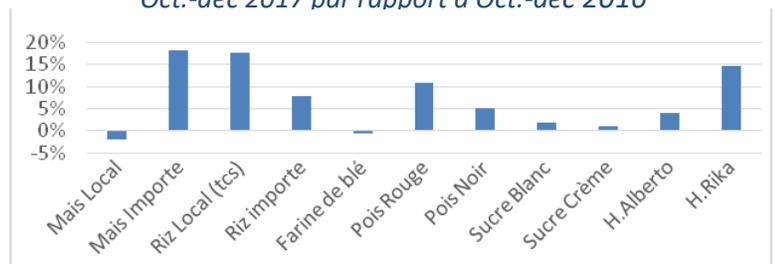
Figure 3. Variation des prix moyens octobre-décembre 2017 par rapport à juillet-septembre 2017



En glissement annuel, mis à part le maïs local et la farine de blé, les prix de tous les produits alimentaires, locaux ou importés, ont fluctué à la hausse.

Si les prix du riz importé, du haricot noir et de l'huile alberto et du sucre ont varié modérément (moins de 10 % en moyenne) par rapport au dernier trimestre de l'année 2016 (oct.-déc.), ceux du maïs importé, du riz local, haricot rouge ont connu une très forte augmentation (plus de 10 %).

Figure 4. Variation des prix moyens Oct.-dec 2017 par rapport à Oct.-dec 2016



Tendance des prix produits alimentaires sur le marché international

Le comportement des prix des produits importés sur le marché local est déterminé par divers facteurs, entre autres la tendance des prix au niveau du marché mondial et particulièrement les prix sur le marché américain, Haïti étant le 2^e principal importateur du riz américain

Si pour le blé et le maïs les prix sont relativement stables au cours des 6 derniers mois (-1 % à +2 %)¹, pour le riz par contre, on observe une nette tendance à la hausse sur le marché d'exportation américain. Comme on peut l'observer sur le graphique ci-contre. Le riz « US 2/4 long grain » est passé de 477 USD/TM en mai 2017 à 570 USD en décembre 2017 soit une hausse substantielle d'environ 20 % en 6 mois.

Selon l'observatoire International sur le Riz (OSIRIZ) dans son rapport du mois de décembre 2017 du CIRAD², malgré l'arrivée des récoltes asiatiques sur le marché, les prix à l'exportation se maintiennent fermes en ce début d'année, et cette tendance devrait se poursuivre en raison d'une baisse des disponibilités exportables en 2018 et d'une nouvelle progression du commerce mondial du riz qui affichera probablement un nouveau record à 46,2 TM.

Toutefois, les stocks mondiaux se maintiennent pour leur part à des niveaux satisfaisants, ce qui pourrait limiter les tendances inflationnistes des prix mondiaux.

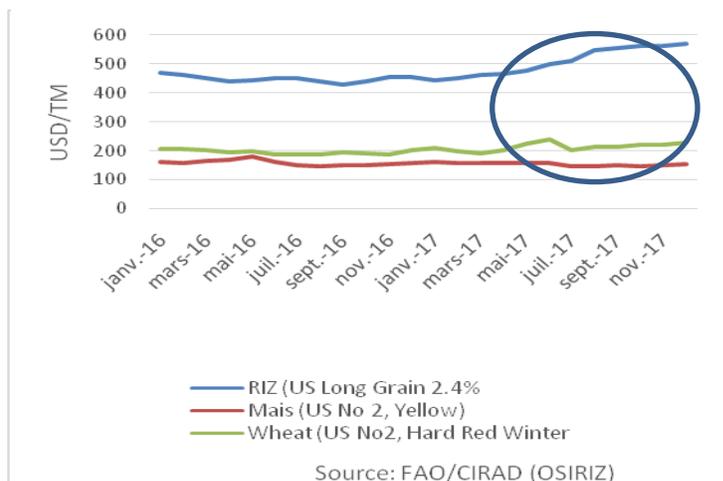
Situation agricole et de Sécurité alimentaire

Même si pour l'ensemble du pays, l'Indice de Différence Normalisée de Végétation (NDVI) a attesté des conditions pluviométriques bien au-dessus de la moyenne par rapport à l'année dernière et à la moyenne des dix dernières années, les précipitations ont été irrégulières et insuffisantes par endroit, ce qui a entraîné des récoltes de printemps 2017 (mars-août) moins performantes que celles du printemps de l'année précédente.

Selon les estimations de l'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire réalisée du 2 au 26 août 2017 par la CNSA et ses partenaires (FAO, PAM, USAI, FEWSNET, CCR), les productions céréalières sont en baisse, notamment le maïs, le sorgho et les légumineuses qui accusent respectivement une diminution de 15 %, 18 % et de 6 % par rapport à l'an dernier.

Le recul de la production peut s'expliquer par une mauvaise distribution spatio-temporelle de la pluviométrie. En effet, des épisodes de pluies précoces et intenses enregistrées ont culminé à la fin du mois d'avril au lieu de mai et la prolongation de la période de sécheresse en juin coïncidant au stade de floraison ou de remplissage des grains. Outre les excès de précipitations et d'humidité ou insuffisance de précipitations, les attaques parasitaires ont également affecté négativement les rendements des cultures, notamment dans les départements de la Grand-Anse, du Nord et du Nord-Est.

Figure 5. Évolution des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux



¹<http://www.fao.org/giews/food-prices/tool/public/#/dataset/international>

²http://www.infoarroz.org/portal/uploadfiles/20180115070929_15_ia1217fr.pdf

En outre, le passage des ouragans Irma et Maria a aussi contribué à réduire la performance des récoltes des campagnes d'été et d'automne 2017 en comparaison avec l'an dernier. Même si leurs impacts sont minimes à l'échelle du pays, d'importants dégâts ont été enregistrés dans les départements du Nord-Est et du Nord. Les plantations de riz, de banane, de manioc, de maïs, de pois Congo et d'arachide ont été les plus affectées, selon le rapport d'évaluation rapide Post-Irma du MARNDR de Septembre 2017. Ce rapport atteste qu'environ 1308 hectares de cultures ont été complètement détruits au niveau de ces départements.

Alors que dans certains départements (Grand'Anse, Sud, région montagneuse des Nippes, Centre, le haut Artibonite et le Nord-Ouest), les précipitations ont favorisé les autres cultures comme les racines et les tubercules ainsi que l'arachide et la banane, dans le bas Artibonite les précipitations ont été néfastes pour les récoltes rizicoles de la campagne d'automne 2017. Les récoltes de riz ont été par endroits soit inférieures à la normale³ (Dessalines, Bocozel, Petit Desdunes) ou égales à la normale. Outre les précipitations, la rareté de la main-d'œuvre agricole pour récolter les plantations qui ont été déjà parvenues à maturité a occasionné le pourrissement d'une bonne partie de la récolte dans les lagons à cause d'un excès d'eau. La variété TCS a été la plus touchée en raison de son plus long cycle cultural. Il faut noter que la présence de la caravane dans le département de l'Artibonite a favorisé une plus grande disponibilité en eau d'irrigation, toutefois l'inadéquation du système de drainage des rizières réduit l'impact positif des efforts de la caravane.

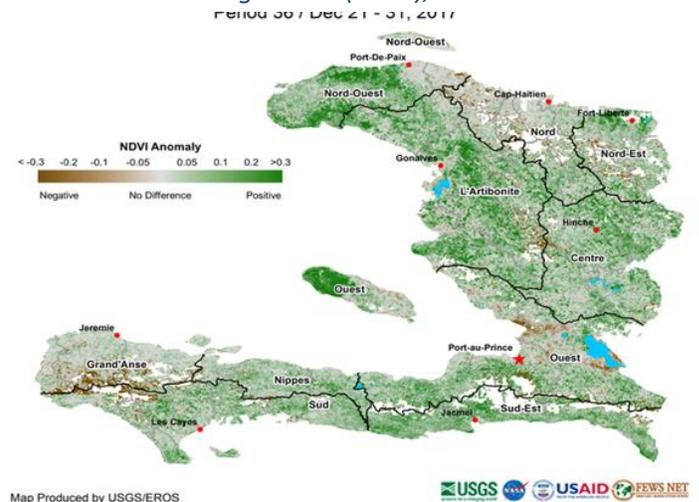
Par ailleurs, au niveau de la plaine de Torbeck, grande aire de production rizicole dans le Sud, paradoxalement, la faible performance des récoltes enregistrées pour la campagne d'automne s'explique par une faible disponibilité en eau lors du semis et du repiquage au cours du mois de juillet. Il faut souligner que même pour les cultures dont les précipitations ont été bénéfiques, leur niveau de production demeure toujours inférieur à celui d'avant Matthew.

Les perspectives de récoltes pour la campagne d'hiver (décembre- février) seraient autour de la moyenne malgré la pluviométrie adéquate ainsi que l'augmentation des superficies emblavées dans plusieurs départements (Sud, Centre, Nippes, Nord). À l'exception du département du sud où les agriculteurs ont reçu un appui substantiel en semence (110 tonnes d'haricot noir), en fertilisant et en labourage gratuit fournit dans le cadre de la Caravane et du projet d'appui à la sécurité alimentaire (SECAL) favorisant l'ensemencement de plus de 2450 ha, les agriculteurs des autres départements ont reçu très peu d'appui pour la campagne d'hiver et ceux qui en ont reçu l'ont reçu de manière tardive.

Par exemple, dans le département du Centre seuls les agriculteurs des quatre communes d'intervention de World Vision (Thomassique, Savanette, Cerca la Source, Belladère) ont reçu un appui en semences de sorgho résistantes aux pucerons. Cependant, les plantations sont attaquées par des oiseaux.

La distribution des semences et de matériels végétaux dans quelques communes du département de la Grand'Anse (racines et tubercules) et du Sud-est (10 tonnes d'haricot noir encore en distribution) a été tardive. La décapitalisation des agriculteurs provoquée par le passage des récentes catastrophes précédées des effets de la longue période de sécheresse liée au phénomène « el Nino » (2014-2016) ne joue pas en faveur d'une bonne performance des récoltes d'hiver.

Figure 6. Carte de l'Indice de Différence Normalisée de Végétation (NDVI), décembre 2017



Source : USGS/FEWSNET, décembre 2017

³2013 est considéré comme une année de référence où les récoltes étaient normales.

En effet, certains agriculteurs n'arrivent même pas à rembourser les crédits contractés pendant les activités agricoles des campagnes précédentes. Ils ne peuvent donc pas s'approvisionner en semence sur les marchés. D'autant plus que le prix des semences d'haricot, principale culture de la saison d'hiver, affiche une tendance haussière. La distribution tardive des semences et le manque d'accès aux intrants risquent de réduire davantage la performance des récoltes d'hiver.

Dans plusieurs départements comme le Nord et le Nord-est, les précipitations ont provoquées (attaque de maladies, emportés par des inondations) la mort des volailles, des caprins et des porcs tandis que, le développement des fourrages découlant des précipitations a favorisé une bonne alimentation des gros bétails et améliorer leur capacité reproductrice, notamment dans le département de la Grand 'Anse et dans le grand Nord. Par contre, les éleveurs souffrent beaucoup de la résurgence accentuée du phénomène de vol des animaux.

Situation actuelle de sécurité alimentaire (Janvier- Février)

Disponibilité alimentaire et Sécurité alimentaire- Les produits locaux disponibles sur le marché sont la banane, les racines et les tubercules ainsi que le pois congo, le maïs et le riz. Cependant, la consommation des produits importés reste dominante. Cette situation pourrait s'améliorer grâce aux récoltes d'hiver. Cependant, les prévisions annoncent une récolte autour de la moyenne. Dans ce contexte, la situation de sécurité alimentaire actuelle devrait se maintenir jusqu'à février telle que prévue par l'analyse IPC (Voir la carte IPC ci-contre) réalisé en octobre 2017 par la CNSA et ses partenaires.

Même si seuls la zone HT07 et le département du Nord-est sont classés en phase de crise, le Haut Artibonite, les communes de l'île de la Gonâve, la zone du bas Nord-Ouest, et la zone côtière du département du Sud sont des ⁴zones de préoccupations que la règle⁵ de classification utilisée par l'analyse IPC ne permet pas de faire ressortir.



Source : CNSA et partenaires, 2017

Perspectives de sécurité alimentaire pour les prochains mois (Mars-Juin)

Entre mars et mai/juin correspondant à la période de soudure, il est probable que les prix des produits locaux de base s'apprécient davantage puisqu'il y aurait un épuisement des stocks des produits locaux. D'ailleurs, les tendances des prix des denrées alimentaires de base comme le riz sont déjà à la hausse tant au niveau national qu'international. Selon le dernier bulletin de CIRAD, cette tendance devrait se maintenir, particulièrement pour le riz.

Les préparatifs de la campagne de printemps et la période de soudure entraineraient une forte pression sur les prix des céréales et légumineuses particulièrement le haricot et le maïs. Car, la demande sera à la fois pour la consommation et pour la production (semences). Durant cette période, la disponibilité du travail agricole permettrait de maintenir un certain niveau d'accès des plus pauvres aux produits alimentaires de bases mais, leur situation de sécurité alimentaire ne devrait pas s'améliorer en raison de la hausse des prix alimentaires, de l'accélération de l'érosion des avoirs et des stratégies de moyens d'existence

⁴Zones dans lesquelles ils existent un pourcentage de population en situation de crise inférieur à 20 %

⁵ La classification des phases est déterminée par les phases des 20 % de la population se trouvant en pire condition.

Tenant compte du poids du riz dans le panier alimentaire des ménages, toute augmentation de prix de ce produit risque d'affecter l'accessibilité ménages pauvres aux produits alimentaires de base. Ces conditions pourraient conduire à une détérioration des conditions de sécurité alimentaire dans certaines zones.

À l'instar de la projection de la situation de sécurité alimentaire de la dernière analyse IPC pour la période allant de mars 2018 à Juin 2018 (voir la carte de l'IPC ci-contre), la situation de sécurité alimentaire va se détériorer durant la période de soudure.

Cependant, la détérioration ne sera pas suffisante pour faire changer les phases de la situation projetée de 2018, à l'exception de la zone HT08 du département de la Grande-Anse qui pourrait basculer en phase de crise.

Figure 8. Situation projetée de sécurité alimentaire (mars-juin 2018)

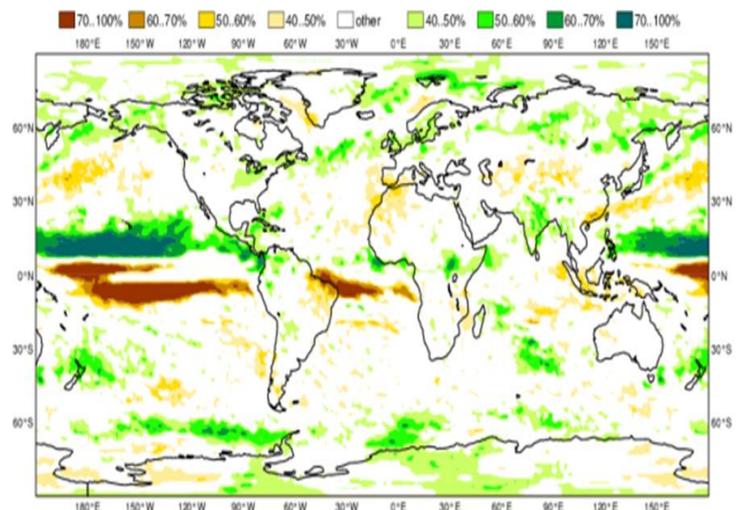


Source : CNSA et partenaires, 2017

Comme on peut le constater à la Figure 9, selon les prévisions de FEWSNET/NOAA, on s'attend à une pluviométrie proche de la normale au début de la saison de pluie (avril/mai 2018), ce qui serait une bonne chose pour la performance des récoltes de la campagne printanière de 2018.

Par contre, certains facteurs comme des troubles politiques, une accélération de l'inflation et une hausse des prix des produits pétroliers peuvent conduire, en raison des conditions économiques difficiles des plus pauvres (décapitalisation), à une détérioration de la situation de sécurité alimentaire si aucun support n'est fourni en préparation à la campagne de printemps de 2018. Les zones qui sont en situation de stress (IPC phase 2) peuvent tomber en situation de crise (IPC phase 3) et celles qui sont déjà en phase 3 pourraient être basculées en phase 4.

Figure 9. Prévisions pluviométrique avril/mai 2018



Source : FEWSNET/NOAA, 2018



The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic Research Service or those of the U.S. Dept. of Agriculture, USAID, or the U.S. Government.